ELECTIONS LEGISLATIVES DE NOVEMBRE 1962 9e Circonscription



LA FRANCE EN A ASSEZ DE LA POLITIQUE DES PARTIS !

c'est la raison pour laquelle vous voterez:

UNION REPUBLICAINE



Les candidats de cette « UNION REPUBLICAINE » sont sans prétention, n'ayant le secours, ni de la Télévision, ni de la Radio, ni de la presse régionale.

Les candidats d'UNION REPUBLICAINE vous proposent un programme court, mais net et précis.

Ce qu'ils entendent par dessus tout, c'est respecter et faire respecter les intérêts des Français, quels qu'ils soient.

Pour atteindre cet objectif, ils s'appuieront sur deux principes :

1°) — **DEFENSE DE LA LIBERTE.**

L'homme doit demeurer libre.
Les libertés individuelles, les libertés collectives, la liberté syndicale lui assurent sa dignité.
Elles ne sauraient se concevoir sans le respect de la loi.
La violation du droit crée l'arbitraire.
Le droit, appliqué par une justice **indépendante**, est la garantie fondamentale des libertés du citoyen.

2°) — **EXTENSION DE LA JUSTICE SOCIALE.**

Tout homme doit être assuré que son travail lui procurera une vie décente.
Les candidats d'UNION REPUBLICAINE vous proposent le programme d'action suivant :

1°) **DEFENSE DE LA LOI.**

L'exécutif agit pour le compte de la collectivité.
Le parlementaire est l'élu auquel le peuple confie directement le soin de le défendre, et de contrôler l'exécutif.

2°) **DEFENSE DE LA COMMUNE, ET DES STRUCTURES LOCALES.**

Ils repoussent toutes les charges qui incombent à l'ETAT, et qui pèsent sur les budgets communaux.
Ils réclament la répartition des équipements dans le cadre régional,
— L'indépendance budgétaire des communes,
— La création d'une caisse nationale d'équipement pour accélérer les réalisations municipales indispensables.

3°) **ECONOMIE.**

A) ADMINISTRATION.

1°) — Ils considèrent indispensable de maintenir à la FRANCE une administration de qualité qui mérite :
— d'être mieux payée en la rendant davantage responsable de ses actes,
— d'être équipée comme les entreprises les plus modernes.
L'administration doit être l'élément moteur au service de la NATION, qui facilitera l'activité nationale en la débarrassant de tout ce qui la paralyse.

2°) — Proposent que l'ensemble des services publics orientent leurs réformes internes dans le sens des normes qui s'imposent à l'industrie et au commerce, et qui leur fait une obligation impérieuse de faire face à leurs engagements en travaillant dans les meilleures conditions de rentabilité.

3°) — Condamne le dirigisme bureaucratique qui impose à l'échelon régional ou local, des décisions prises sans tenir compte des conditions particulières.

B) PROGRES DE L'ECONOMIE.

— Ils proposent que la soi-disant planification incompatible dans l'économie avec l'existence de la démocratie, s'oriente vers une « Centrale d'informations et de services. »
— Condamnent le contrôle absolu des investissements.
— Réclament la présentation d'un budget de la nation compréhensible, évitant la confusion qui recouvre trop souvent des utilisations équivoques des crédits votés.
— Soutiennent l'organisation d'une politique du crédit conforme aux nécessités du marché.

4°) **AGRICULTURE.**

Ils lutteront pour réaliser la parité du secteur rural avec les autres catégories sociales de la nation.

Les agriculteurs n'ont guère été récompensés de leur effort, et il leur a fallu trop souvent recourir à la manifestation publique de leur mécontentement pour attirer l'attention sur leur très difficile situation.

Les Républicains veulent que, dans la légalité, le monde rural (agriculteurs, artisans et commerçants ruraux) soit immédiatement et dans tous les secteurs placé à égalité avec les autres catégories sociales de la nation.

L'agriculteur est un consommateur, l'élévation de son niveau de vie doit en faire un client nouveau et important de l'industrie et du commerce.

Ils veulent en matière d'assurances sociales, d'allocations familiales et de retraites, l'égalité avec les autres régimes. Toutes les caisses d'assurances ou d'allocations familiales agricoles doivent rester séparées du régime général afin d'en permettre le contrôle, par leur organisation mutualiste, donc par les agriculteurs eux-mêmes.

— En matière d'investissements, il faut absolument, si nous voulons que notre agriculture soit compétitive sur le plan européen et mondial, que nous donnions rapidement une aide financière plus importante pour accélérer les équipements, notamment en ce qui concerne l'électricité, la voirie, les adductions d'eau, l'assainissement, l'irrigation et l'habitat rural. Il ne doit plus exister de désert français. Tous nos petits villages doivent retrouver vie et prospérité par les activités concordantes de l'agriculture moderne et de l'industrie décentralisée.

L'enseignement agricole à tous les degrés doit être développé. L'enseignement technique pour l'industrie et le commerce reçoit 62 milliards, alors que l'enseignement agricole ne reçoit que 6 milliards. En France, il y a une école d'agriculture pour 10.300 exploitations de plus de 5 hectares, alors qu'en HOLLANDE, il y a une école pour 300 exploitations de plus de 5 hectares.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

" Ils exigent que tous les prix de vente des produits agricoles laissent aux agriculteurs les mêmes bénéfices que laissent aux industriels les prix de vente des produits industriels."

5°) **FISCALITE.**

La réforme fiscale promise depuis 4 ans n'a pas été réalisée par le gouvernement.

La permanence du système fiscal perpétue les injustices et les brimades.

6°) **EDUCATION.**

Nous réclamons la mobilisation de tous les moyens scolaires et la revalorisation du traitement du personnel enseignant de façon à assurer un recrutement de qualité de maîtres ayant reçu une véritable formation pédagogique.

— Que soit favorisée la promotion des enseignants en leur donnant de plus larges facilités pour accéder aux grades supérieurs.

— La généralisation des classes à mi-temps, permettant un meilleur équilibre entre la formation intellectuelle et la formation physique et pratique.

7°) **DEFENSE NATIONALE.**

a) En faveur des jeunes, nous demandons un service ultra-court qui ne retiendra le soldat que pour un temps strictement nécessaire. Pas de temps de service inutile.

b) L'armement atomique est une ruine inutile.

Pourquoi parler d'une bombe atomique française qui ne sera réalisée qu'en 1969 ?
Où en seront donc les Américains et les Russes ?
Si la FRANCE doit dépenser de l'argent, qu'elle le donne aux malheureux, aux déshérités, aux anciens combattants, aux prisonniers de guerre et aux vieux.

En bref, sur le plan national, les candidats d'UNION REPUBLICAINE n'entendent prendre parti ni pour personne, ni contre personne.

Ils pensent que tous les gouvernements, et que tous les hommes, puisque précisément ils ne sont que des hommes, ont commis des fautes.

Ce qui compte, c'est la conscience avec laquelle l'exécutif accomplit sa mission.
DE GAULLE n'appartient à personne. Encore moins à un parti politique !
Qu'il ait été appelé à jouer un grand rôle, cela constitue pour la FRANCE, un fait historique, au même titre que CLEMENCEAU et POINCARE ont constitué pour la FRANCE, des réalités historiques.

SUR LE PLAN DE LA CIRCONSCRIPTION, ce qu'il vous faut ce sont des hommes, et non point des partis ! Des hommes capables de vous défendre et de faire comprendre au Parlement quels sont vos nécessités et vos besoins, vos traditions locales

Combien de fois en 5 ans, Monsieur CASSEZ est-il monté à la tribune, pour défendre ne serait-ce que les cultivateurs ?

L'heure n'est plus aux hommes politiques traditionnels, qui pour le service demandé par l'électeur, se contentent de « transmettre » avec « leur plus amicale sympathie », sachant que leur requête subira ce qu'il est convenu d'appeler « un enterrement de première classe ».

L'heure est venue pour le PAYS d'être enfin gouverné par des hommes qui ne seront plus astreints à la dictature de leur Parti, ou plus exactement du Secrétaire général de leur Parti.

Il ne faut plus que la farce continue car après le référendum elle a continué.
Toutes les personnalités régionales entendues se sont révélées satisfaites du résultat de ce référendum.
Monsieur CASSEZ proclame que le résultat est **bon,** bien qu'il ait voté **non !** alors que notamment Locon, Essars, Lacouture, ont voté oui.

Monsieur Jean VANRULLEN confirme : la bataille importante commence..., héritier en cela de vieilles traditions suivant lesquelles le principe doit être admis, que seul le RESULTAT COMPTE.

Monsieur DUBOUT, tout en indiquant qu'il n'est pas un partisan, alors qu'il s'est personnellement inscrit dans un nouveau Parti : L'UNION DEMOCRATIQUE POUR LA DEFENSE DE LA CINQUIEME REPUBLIQUE, présidée non pas par DE GAULLE, mais par MALRAUX, tonitrue, avec un optimisme presque parfait : UN OUI QUI NE ME SURPREND PAS...

Tout le monde est donc bien satisfait, mais ces nombreuses personnalités politiques n'oublient qu'une chose, c'est que la FARCE est terminée, et que le PAYS n'en veut plus.

Comment le candidat, pour la défense de la 5e République (je pensais qu'il n'en existait qu'une, comme il n'existe qu'une FRANCE) qui a voté oui, pourrait, sans abuser ses électeurs, s'associer avec Monsieur LERAT, qui a voté NON, en sa qualité de conseiller municipal, tout cela sous l'obédience de Monsieur MALRAUX, ancien chef de brigades internationales en ESPAGNE ?

Comment voulez-vous que les **commerçants** soient satisfaits alors que leurs patentes n'ont cessé d'augmenter dans des proportions effarantes, et alors même que l'augmentation de ces patentes n'a pas correspondu à une augmentation **du niveau de vie des ouvriers,** qu'ils soient municipaux ou autres, les mettant dans l'obligation de recourir **périodiquement, à la grève,** pour obtenir satisfaction.

Comment voulez-vous faire confiance au candidat M.R.P. qui depuis des années n'a cessé de se trouver pris entre des intérêts personnels et les intérêts de sa circonscription ?

Les cultivateurs qui lui ont fait confiance et qui demandaient, légitimement, le réajustement du prix de la betterave savent que Monsieur CASSEZ n'a pu que s'y opposer, parce qu'en sa qualité d'administrateur et d'actionnaire de grosses sociétés rurales, il a intérêt à acheter au moins coûtant.

Comment voulez-vous voter S.F.I.O. alors que l'un de mes amis socialistes (et non plus un camarade), en 1958, ayant proné le NON à DE GAULLE, le Parti l'a mis en demeure de choisir : Devant la dictature du Parti, il a dû s'incliner et a signé la motion des OUI. Il avait à choisir entre la discipline de son Parti et sa liberté de conscience.

Vous connaissez la suite !...
Comment voulez-vous voter communiste, au moment où, non point KROUCHTCHEV, mais l'ARMEE ROUGE appuyée par le PEUPLE CHINOIS, met en péril, chaque jour, la Paix et la Liberté du monde.

Ces choix l'UNION REPUBLICAINE ne les demande à personne.
Elle demande à chacun de voter selon sa conscience ! Que cette conscience soit laïque, catholique ou protestante, peu nous importe, ce qui doit compter désormais, dans le vote, c'est la **sincérité.**

C'est la raison pour laquelle, mon co-listier et moi-même, avons décidé, en tirant leçon des enseignements du passé, d'aller au combat électoral avec un visage découvert, et d'aller porter dans la moindre des communes, notre pensée, avec l'espérance que nos adversaires nous feront l'honneur d'une contradiction.

La dictature des Partis est aussi néfaste que celle des hommes, et il serait ridicule de vouloir remplacer l'une par l'autre.

En votant pour des hommes neufs, tous deux hommes du pays et du terroir, vous voterez non pas pour des idées, mais en faveur des réalisations qu'ils vous proposent.

En faisant autour de leurs noms, l'union de tous les républicains, qu'ils soient de gauche ou qu'ils soient de droite, vous permettrez à la FRANCE de se retrouver libre, avec pour seul emblème, le drapeau français.

Le Candidat : **DELPORTE Roger**
Avocat au Barreau de Béthune
Licencié en droit - Licencié ès-lettres
Ancien prisonnier de guerre

Le Suppléant : **GALLET Henri**
Diététicien - Ancien combattant

IMP. CHAVALLE - NOEUX-LES-MINES

Sciences Po / fonds CEVIPOF